



Émergences

Les États-Unis, de l'hyperpuissance au *primus inter pares*



Par **Célia Belin**¹

Chargée de mission États-Unis/rerelations transatlantiques au Centre d'Analyse, de Prédiction et de Stratégie (CAPS) du ministère des Affaires étrangères
Chercheur associée au Centre Thucydide.

Au regard des déconvenues des années 2000, l'« hyperpuissance » américaine appartient déjà à des temps anciens. Douze longues années de guerre en Afghanistan et neuf en Irak ont grignoté le moral des Américains et les « sursauts » (surge) militaires n'ont pas suffi à sauver les projets américains au Moyen-Orient. Le regard que porte le monde sur l'Amérique et les Américains sur eux-mêmes a été terni par cette boue collante.

Au cours des dernières années, les Américains ont exprimé leur *war fatigue* dans les urnes, d'abord à travers l'élection d'un Barack Obama fustigeant la « guerre de choix » de George W. Bush, puis par la vague électorale d'un *Tea Party* libertaire et isolationniste. La crise économique de 2008 a achevé d'entamer leur confiance en l'avenir. Les Américains souffrent de lassitude vis-à-vis de leur engagement dans le monde, qu'ils trouvent inefficace et inadapté, et ils expriment un sentiment profond d'impuissance, paradoxal pour les habitants de ce qui demeure la première puissance mondiale².

Sur le plan global, le constat n'est pas meilleur : la suprématie américaine est contestée partout. La Chine, considérée souvent comme le seul rival de taille systémique, est devenue première puissance commerciale mondiale en 2012³. Tout comme la Russie, l'Iran, l'Inde ou le Brésil, l'Empire du milieu s'affirme dans son environnement régional et son approche souverainiste trouve des échos sur la scène internationale. Les grands émergents s'organisent en Brics, moins pour construire un avenir commun que pour ériger un front du refus au G20 ou autres instances de la « diplomatie de club », favorable aux États-Unis. Le Sud contourne de plus en plus souvent les grandes institutions internationales, qui ont longtemps servi les intérêts des États-Unis et de leurs alliés, en cherchant à créer leurs propres institutions (initiative de Chiang Mai, Banque des Brics, Banque asiatique d'investissement en infrastructure, etc...).

Déclin des États-Unis, émergence du Sud : ainsi pourrait-on penser que le système international connaît un tournant et qu'il en est terminé de la domination américaine sur les affaires internationales.

Les fondamentaux de la puissance

Loin d'être sur la pente d'un déclin inévitable, la première puissance mondiale est en réalité à la croisée des chemins. Elle peut avant tout compter sur des fondamentaux solides qui garantissent pour une grande part le maintien de la puissance américaine. À bien des égards, la perte de vitesse des États-Unis sur la scène internationale au profit du monde émergent est en trompe-l'œil. D'abord, le pays reste la première puissance militaire et la première puissance

économique mondiale. Malgré la tendance à la baisse des dépenses et le mécanisme de *sequestration* (coupes budgétaires drastiques), il ne fait aucun doute que la force de frappe militaire américaine est sans équivalent – même si elle n'est pas toute-puissante – et que l'écart avec la Chine et les autres

Loin d'être sur la pente d'un déclin inévitable, la première puissance mondiale est en réalité à la croisée des chemins

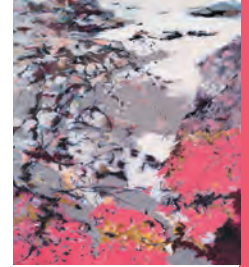
émergents sera maintenu pendant des décennies⁴.

En outre, malgré une violente récession et le rattrapage chinois⁵, l'économie américaine est de nouveau sur les rails : les ménages se sont désendettés, le prix de l'immobilier remonte, la masse salariale progresse, ainsi que les revenus des ménages et les exportations. Les perspectives de croissance sont bonnes, parfois excellentes. La prépondérance financière des États-Unis a été maintenue malgré la crise (concentration de la capitalisation boursière mondiale, majorité des réserves de changes mondiales en dollars⁶) et il va sans dire que le *soft power* américain reste un atout maître hors pair.

Mais ce ne sont pas seulement les fondamentaux qui permettent de contester la théorie du déclin de l'Amérique. Face à des pays émergents dynamiques, les États-Unis n'ont d'autre choix que de se réinventer,

1 - Les propos exprimés dans cet article sont personnels et n'engagent que leur auteur.

Auteur de *Jésus est juif en Amérique, Droite évangélique et lobbies chrétien pro-Israël* (Fayard, 2011, mention particulière du prix Émile Perreau-Saussine) et enseigne la politique étrangère américaine à l'Université Saint-Denis et à l'Université Panthéon-Assas.



comme ils ont souvent su le faire par le passé. L'administration Obama, héritant en 2008 d'un pays fatigué, s'est alors lancée dans une ambitieuse refonte du *leadership* américain.

Les évolutions stratégiques

À son arrivée au pouvoir, Barack Obama a répondu au désir de changement de ses citoyens et aux impératifs nés de la crise économique et budgétaire par un virage radical en matière internationale : retrait d'Irak, préparation du retrait d'Afghanistan (quoique plus tardif), accent mis sur l'action furtive (drones, forces spéciales, cyber-surveillance), concentration sur le « nation-building at home ». L'Administration refuse désormais d'endosser le rôle de gendarme du monde, en particulier lorsque les intérêts vitaux des États-Unis ou de leurs alliés ne sont pas directement affectés.

En outre, alors que les printemps arabes leur auraient peut-être donné l'envie, en d'autres temps, de tenter de remodeler le Moyen-Orient à leur goût, les Américains ont tout fait pour se tenir à bonne distance du marasme. D'une intervention « guidée en coulisses » (*leading from behind*) en Libye à des tergiversations sans fin sur la Syrie en passant par une diplomatie du jonglage en Égypte, les États-Unis gèrent désormais les troubles au Moyen-Orient du bout des doigts, cherchant du regard tout autre volontaire pour prendre la balle au rebond.

En abandonnant leur obsession pour la toute-puissance et l'unipolarité, les États-Unis ont découvert que la retenue pouvait leur être profitable. Puisque le monde conteste la suprématie américaine, les États-Unis exigent désormais que les prétendants à la puissance exercent leurs responsabilités. C'est le sens de la création du G20, réforme moins contraignante que celle du Conseil de Sécurité, mais à la grande force symbolique. C'est le sens également des remontrances du secrétaire à la Défense Robert Gates

aux alliés européens en juin 2011 pour les inciter à dépenser davantage en défense⁷. Ou encore du discours plus positif d'Hillary Clinton détournant le concept de « monde

multipolaire », que l'Amérique n'aime guère, en celui de « monde multi-partenaires⁸ » dans lequel les Américains pourront construire des coalitions *ad hoc* à géométrie variable en fonction des ressources et des intérêts des uns et des autres.

Loin d'un aveu de faiblesse, la doctrine Obama⁹, mélange de non-interventionnisme et de transfert de responsabilité, assure aux Américains de nouvelles marges de manœuvre.

Les jalons de l'avenir de la puissance

L'ambition américaine n'est pas tant de faire la place aux nouveaux acteurs du système international que d'accompagner l'inévitable montée en puissance du monde émergent tout en garantissant sa position d'acteur central et dominant du système à venir. Pour cela, l'Amérique mobilise ses ressources naturelles, réoriente ses priorités stratégiques et cultive son pouvoir d'attraction.

Tout d'abord, non seulement les États-Unis continuent de jouir des dynamiques positives qui ont fait son succès (démographie, innovation, stabilité institutionnelle), mais le pays s'est transformé depuis le milieu des années 2000 en producteur géant d'hydrocarbures conventionnels et non-conventionnels. Grâce aux avancées technologiques d'extraction (fracturation hydraulique, forage en eaux profondes...), les États-Unis ont désormais accès à d'impressionnantes réserves¹⁰, redynamisant de multiples territoires (Texas, Ohio, Dakota du Nord, Pennsylvanie, Alaska). La révolution du schiste assure à l'Amérique de nouveaux bassins d'emploi, de nouveaux revenus fiscaux et favorise

la ré-industrialisation du pays¹¹.

Ensuite, en se distanciant du Moyen-Orient, l'Amérique fait le pari que son avenir n'est plus dans cette région troublée mais de l'autre côté de la planète, dans l'Asie émergente, en direction de laquelle elle veut regarder. La stratégie de « rééquilibrage » vers

l'Asie-Pacifique¹², plus connue sous le nom de « pivot », a pour objectif d'amarrer le paquebot américain à la région la plus dynamique et la plus prometteuse de la

planète, tout en gardant un œil sur son seul rival planétaire, la Chine.

Enfin, alors que, à bien des égards, le pays traverse un moment non-interventionniste, la puissance d'attraction de l'économie américaine s'exprime sur le plan commercial à travers la négociation de deux accords méga-régionaux, le *TransPacific Partnership* (TPP) et le *Transatlantic Trade and Investment Partnership* (TTIP). Au-delà de leur intérêt économique, ces accords visent à exporter les normes et standards américains, à imaginer des cadres réglementaires communs et d'une certaine manière à offrir une alternative au modèle chinois. Ils sont surtout pour les Américains une occasion de consolider les alliances du XX^e siècle en leur proposant de nouvelles fondations.

2 - La majorité des Américains considèrent que la puissance des États-Unis a décliné depuis 10 ans (53 %), que leur pays est désormais moins respecté sur la scène internationale (70 %) et que Washington devrait se préoccuper davantage des problèmes intérieurs que des problèmes internationaux (80 %). Cf. « Public Sees U.S. Power Declining as Support for Global Engagement Slips », rapport du Pew Research Center, 3 décembre 2013.

3 - Plus de 3870 milliards de dollars d'importations et d'exportations pour la Chine contre 3820 pour les États-Unis (Jean-Baptiste Velut, « Les États-Unis face à la mondialisation économique », Questions internationales, n°64, novembre-décembre 2013).

4 - Si les dépenses militaires ont baissé de 1 % en 2011 et de 5,6 % en 2012 (et devraient baisser de 5-6 % en 2013 et 2014 avant de se stabiliser), le budget annuel en 2012 (685,3 milliards de dollars) restait 69 % supérieur à celui de 2001. Les dépenses militaires américaines constituent encore près de 40 % des dépenses militaires mondiales, loin devant le second pays, la Chine avec 9,5 %. Cf. « Military expenditures », SIPRI Yearbook 2013.

5 - Malgré les avis divergents sur la date de dépassement (selon l'OCDE, le PIB chinois égalerait puis dépasserait le PIB américain vers 2016, tandis que le Center for Economic and Business Research parie sur 2028), le rattrapage économique chinois est une réalité à court ou moyen terme.

6 - Jean-Baptiste Velut, « Les États-Unis face à la mondialisation économique », Questions internationales, n°64, novembre-décembre 2013.

7 - « In the past, I've worried openly about NATO turning into a two-tiered alliance: [...] between those willing and able to pay the price and bear the burdens of alliance commitments, and those who enjoy the benefits of NATO membership [...] but don't want to share the risks and the costs. [...] And it is unacceptable. » Extrait du discours « The Security and Defense Agenda (Future of NATO) » délivré par le Secrétaire à la Défense Robert Gates à Bruxelles, Belgique, le 10 juin 2011.

8 - « We will lead by inducing greater cooperation among a greater number of actors and reducing competition, tilting the balance away from a multi-polar world and toward a multi-partner world. » Extrait du discours de politique étrangère de Hillary Clinton, Council on Foreign Relations, Washington, DC, 15 juillet 2009.

9 - La « doctrine de la responsabilité » du président Obama a été théorisée dans : Nina Hachigian et David Shorr, « The Responsibility Doctrine », Foreign Service Journal, septembre 2012, p. 47-51. Le président américain l'a lui-même énoncée lors de son premier discours à l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2009 : « That is the future America wants - a future of peace and prosperity that we can only reach if we recognize that all nations have rights, but all nations have responsibilities as well. »

10 - Si les États-Unis maintenaient leur niveau de consommation actuel, les réserves américaines recouvrables en gaz de schiste seraient de plus de 100 ans. Cf. David Burwell & Deborah Gordon, « Managing the Unconventional Oil and Gas Bonanza », Carnegie Endowment for International Peace, novembre 2012.

11 - Selon IHS Global Insight, l'industrie du gaz de schiste emploiera 870 000 emplois en 2015 et contribuera à hauteur de 120 milliards de dollars au PIB américain (soit environ 0,7 % du PIB). Cf. « The Economic and Employment Contributions of Shale Gas in the United States », IHS Global Insight, décembre 2011.

12 - Le « pivot » vers l'Asie a été mentionné par Hillary Clinton dans *Foreign Policy* en novembre 2011 puis entériné sous le nom de « rééquilibrage » dans le document officiel *Defense Strategic Guidance* de janvier 2012.

La doctrine Obama, mélange de non-interventionnisme et de transfert de responsabilité, assure aux Américains de nouvelles marges de manœuvre



Émergences

Les États-Unis, émergence permanente ?

Comme le reste de la planète, les Américains ont noté qu'il en est fini du monde unipolaire. Mais l'énergie et l'enthousiasme n'a pas encore quitté totalement le Nouveau Monde vers le Très Nouveau Monde. S'il ne faut pas sous-estimer les fragilités du système américain (raidissement et polarisation de la classe politique, creusement des inégalités,

poussée isolationniste), il faut admettre que, malgré la crise et les échecs militaires des années 2000, les États-Unis rebondissent, notamment grâce à leur capacité à jouer un coup d'avance.

La voie choisie actuellement par le gouvernement américain est un investissement, parfois douloureux, y compris pour ses partenaires, dans ce qui fera sans conteste la force de l'Amérique à l'avenir :

indépendance énergétique, attractivité économique, désengagement militaire, alliances renforcées. Cela devrait leur assurer de conserver, comme l'a prédit le National Intelligence Council pour 2030, leur place de *primus inter pares*, premiers parmi leurs pairs¹³ pendant encore de nombreuses années. ■

13 - "Global Trends 2030: Alternative Worlds", National Intelligence Council, décembre 2012.

**fondation
Chirac**



agir au service de la paix

*Se mobiliser pour que prévale la
paix sur les facteurs de guerre*

La fondation Chirac œuvre pour la prévention des conflits, le développement durable et le dialogue des cultures.

Elle plaide pour que chaque être humain accède aux droits fondamentaux :

- à l'eau et à l'assainissement
- à la santé et à des médicaments de qualité
- aux ressources de la terre
- à la diversité culturelle et linguistique

Le Prix 2011 pour la prévention des conflits a été décerné à Marguerite Barankitse et Louise Arbour.

Soutenez les actions de la fondation Chirac
www.fondationchirac.eu

PRIX DE LA FONDATION **CHIRAC**
POUR LA PRÉVENTION DES CONFLITS